

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 30/3 (2003)

DOI: 10.11588/fr.2003.3.63844

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

desrepublik Deutschland am Ende der Regierungszeit Erhards außenpolitisch weitgehend isoliert war: Die »Politik der Bewegung« hatte sich nach erfolgreichen Anfängen festgelaufen, und das Verhältnis zu Frankreich war zerrüttet, ohne daß die Bundesrepublik für ihre Treue zu den USA belohnt worden wäre. Vielmehr gab die amerikanische Regierung das MLF-Projekt bereits Ende 1964 praktisch auf und befreite ihre Détentepolitik spätestens mit Johnsons New Yorker Rede Anfang Oktober 1966 endgültig von jedem unmittelbaren Engagement für die deutsche Wiedervereinigung.

Eibl konstatiert diese Entwicklung zwar auch, einen eigenen Fehler kreidet er Schröder aber nur in puncto MLF an, weil der Außenminister an ihr zu lange festgehalten habe. Für die Verschlechterung des deutsch-französischen Verhältnisses macht er hingegen – in einer von Widersprüchen nicht ganz freien Argumentation – vor allem Bundeskanzler Erhard verantwortlich. Dieser habe den Streit zwischen beiden Ländern eskalieren lassen, indem er die sachlichen Gegensätze noch durch persönliche Ungeschicklichkeiten im Umgang mit de Gaulle und durch abfällige Äußerungen über den französischen Staatspräsidenten und dessen Politik verschärft habe, während Schröder sich trotz aller politischen Differenzen um eine atmosphärische Entspannung bemüht habe, weil er um den grundsätzlichen Wert der deutsch-französischen Aussöhnung gewußt habe. So richtig es ist, auch Erhards außenpolitisches Versagen zu erwähnen, so wenig überzeugend ist der Versuch, dadurch Schröder zu exkulpieren: Zum einen bringt Eibl selber Zitate des Außenministers, die dessen Geringschätzung von de Gaulles Politik, ja selbst seiner Person belegen. Zum anderen hatte Schröder in den Jahren 1961 bis 1963 – und das zeigt Eibl in den entsprechenden Kapiteln sehr anschaulich – gegenüber Adenauer hinreichend bewiesen, daß er in der Lage war, selbst die Politik eines Kanzlers zu konterkarieren, wenn er sie denn für falsch hielt.

Reiner MARCOWITZ, Dresden

Daniela TASCHLER, *Vor neuen Herausforderungen. Die außen- und deutschlandpolitische Debatte in der CDU/CSU-Bundestagsfraktion während der Großen Koalition (1966–1969)*, Düsseldorf (Droste) 2001, 421 p. (Beiträge zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, 132).

Entre la majorité de centre droit (1949–1966) et la majorité de centre gauche (1969–1982), la République fédérale d'Allemagne vécut une transition, sous l'alliance des deux partis dominants. Le chrétien-démocrate Kurt Georg Kiesinger, homme neuf à Bonn devint chancelier, le social-démocrate Willy Brandt quitta la mairie de Berlin pour les Affaires étrangères, son camarade Herbert Wehner prit les Affaires concernant l'ensemble de l'Allemagne (il aurait été utile de préciser la répartition des autres portefeuilles). Cette »Grande Coalition« avait été pratiquée sous le régime de Weimar, elle a été fréquente en Autriche depuis 1945.

On ne cherchera pas ici les débats sur la politique économique, sur les réformes sociales, sur la défense de l'ordre public contre l'opposition extraparlamentaire. La thèse de Daniela Taschler, élève à Francfort de Marie Luise Recker, se centre sur la position de la RFA dans les relations internationales: sujet plus complexe que pour tout autre pays, car, par le statut de Potsdam, il appartient à la fois à la »politique allemande« et à la »politique extérieure«. Cette solide étude est fondée sur les documents parlementaires sur la presse et surtout sur les archives de la CDU et de la CSU, aujourd'hui accessibles. Elle est menée avec rigueur, en distinguant les inflexions chronologiques et en regroupant les observations par problème. Elle débouche sur des conclusions fermement rassemblées.

Tous les députés chrétiens-démocrates sont pleinement solidaires du camp occidental, par instinct comme par raison. Mais pour les »atlantistes« comme Kurt Birrenbach, la protection des États-Unis constitue la garantie essentielle à conserver; pour les »gaullistes« comme le

baron zu Guttenberg, elle doit se combiner à une solidarité avec la France dans la construction européenne. Cette distinction de deux courants, marquée en 1966, s'estompe ensuite. Les »gaullistes« sont déçus du second refus du général à l'admission de la Grande-Bretagne, puis, après l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, ils trouvent trop molle la réaction de Paris. Ils attendent alors le départ de de Gaulle affaibli par mai 68. Les »atlantistes« pour leur part s'inquiètent des pourparlers Est-Ouest sur le traité de non-prolifération. Car ils craignent de voir ainsi pérenniser le statut de puissance de deuxième ordre, auquel Adenauer a dû consentir en 1955. Le chancelier atermoie quelque temps et en avril 1969, sous la forte pression de la CSU bavaroise, il décide d'ajourner la ratification demandée (elle interviendra en 1974 avec une autre majorité).

Dans la compétition des partis, la Grande Coalition constitue certes une trêve temporaire. Il n'est déjà pas aisé de délimiter les compétences, selon un bon mot de couloir, »entre un ministre des Affaires étrangères qui aimerait être aussi chancelier, et un chancelier qui aimerait être aussi ministre des Affaires étrangères«. Sur le programme, une déclaration gouvernementale a enregistré le contenu de l'accord et un cénacle restreint, le *Kressbonner Kreis*, maintient l'entente pendant trois ans par des compromis. Mais, pour les problèmes extérieurs comme pour les problèmes intérieurs, les divergences sont sensibles entre les partenaires.

Le SPD est globalement plus atlantiste et plus réservé envers la France gaulliste. En même temps, il est prêt à pousser plus loin le dialogue avec Berlin-Est, sans toutefois jamais sacrifier l'objectif ultime de la réunification allemande. Mais Kiesinger accepte quelques »petits pas« en ce sens: en mai 1967, malgré les durs, il répond à une lettre de Willy Stoph, chef du gouvernement de la RDA. L'esquisse d'une *Ostpolitik*, visant à stabiliser les relations avec le bloc communiste, est menée conjointement par les deux partis. Son aboutissement après 1969, sur la formule de la renonciation au recours à la force, a été préparé, non sans débats, par la Grande Coalition.

Pierre BARRAL, Montpellier

Helmut SCHMIDT, *Weggefährten. Erinnerungen und Reflexionen*, Berlin (Siedler) 1996, 575 p.

La particularité de ce livre de l'ancien Chancelier fédéral est l'angle adopté qui détermine la présentation de ce qui est au fond, comme l'indique le sous-titre, un ouvrage de mémoires. Les »compagnons de route«, qui sont présentés comme ayant fait un morceau de chemin avec Helmut Schmidt et dont il est question tout au long de ce livre, sont extrêmement nombreux et viennent d'horizons très variés. Ce sont ces différents horizons, espaces ou domaines de rencontre qui rythment l'ouvrage, découpé en seize parties elles-mêmes composées d'une demi-douzaine de petits chapitres. La succession de ces petites pièces, comme autant de nouvelles, rend la lecture aisée, facilement morcelable, et donne l'impression d'un puzzle révélant progressivement un tableau fait de touches impressionnistes.

Et pourtant, on ne trouve pas vraiment, dans ce livre, de portraits détaillés des nombreuses personnes qui ont compté dans la vie de Schmidt. Car si la description des personnalités évoquées est l'un des ressorts de ce livre, ce sont bien plutôt des portraits de la relation de Schmidt avec ces individualités d'exception que brosse l'ancien Chancelier. Dès le premier chapitre consacré à l'actrice de théâtre juive allemande Ida Ehre, il est évident que les évocations successives vont être autant d'occasions de parler de soi, de se révéler après un travail d'introspection, mais tout en contournant l'obstacle de l'impudeur propre à l'autobiographie que l'auteur qualifie »d'exhibitionnisme« (p. 18).

Pour les historiens et le public intéressé par la vie politique allemande et internationale, l'intérêt principal de l'ouvrage est sans aucun doute sa partie centrale consacrée aux amitiés en politique ainsi qu'aux collaborateurs et adversaires en politique intérieure. Les tableaux